

Déclaration du bureau national du Parti ouvrier indépendant du 9 février 2019 « Un mouvement de fond qui traverse toute la classe ouvrière »

Le 5 février, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de syndicats FO et FSU, 300 000 travailleurs, jeunes, retraités, militants, Gilets jaunes, ont manifesté dans toute la France.

C'est une indication du mouvement de fond qui traverse toute la classe ouvrière pour trouver et dégager les moyens de bloquer Macron, pour réaliser l'unité contre son gouvernement, sa politique. Et cela, malgré les obstacles. Des milliers de militants ouvriers s'inquiètent de l'attitude de leurs directions, ils s'interrogent : ils ne veulent pas que leurs organisations restent l'arme au pied, accompagnent la politique de Macron. Ils ne veulent pas de journées d'action qui ne débouchent sur rien.

Par delà les divergences, les points de vue et appartenances divers, cette recherche rapproche, unit, tous ceux qui, exprimant l'état d'esprit général, « n'en veulent plus », « n'en peuvent plus ». L'« assemblée des assemblées » des Gilets jaunes réunie à Commercy fin janvier l'exprime aussi en déclarant : « *La vraie démocratie (...), elle n'est ni sur les plateaux-télé ni dans les pseudo-tables rondes de Macron.* »

Quand des dizaines de milliers de Gilets jaunes, de travailleurs, jeunes, retraités, bravant chaque samedi les tirs des flash-balls et les grenades, crient ensemble « *Macron démission, Castaner en prison !* », quand ils mettent en échec le « grand débat » de Macron, lorsqu'ils se prononcent pour la grève pour bloquer l'économie, c'est la même recherche.

Et face à ce mouvement, Macron et son gouvernement, se débattant en pleine affaire Benalla grossissant en affaire d'État, continuent et frappent, déchaînent comme jamais la répression.

Le jour même des grèves et manifestations du 5 février, Macron a fait voter à l'Assemblée nationale (cinquante députés LREM s'abstenant !) une loi instituant le délit de manifester.

« *On se croit revenu sous le régime de Vichy !* », s'est exclamé à juste titre un député centriste. Le droit démocratique le plus élémentaire, celui de manifester, est de trop pour ce gouvernement honni, qui en plus envoie des procureurs perquisitionner les locaux d'un organe de presse (Mediapart) et, trois jours plus tard, le domicile d'un responsable national de La France insoumise. Et c'est ce même Macron qui, au nom de la démocratie, dans les semelles de Trump, se joint à l'ingérence impérialiste contre la souveraineté du peuple vénézuélien !

D'un côté, un régime en crise avec son lot d'affaires, de clans concurrents, et qui frappe.

De l'autre, un mouvement de fond, une recherche acharnée pour bloquer Macron et pour défendre l'indépendance des organisations syndicales afin qu'elles jouent leur rôle de défense des intérêts des travailleurs et de toutes les conquêtes sociales. Comme le rappelait la déclaration du bureau national du POI du 19 janvier : « *D'un côté, une minorité d'exploiteurs qui possèdent en propre les moyens de production et en usent pour tirer profit de l'exploitation des salariés. De l'autre côté, l'immense majorité de la population, travailleurs des villes et des campagnes, tous ceux qui subissent les conséquences de cette exploitation.* » Les militants du POI sont partie prenante du mouvement de fond qui vise à bloquer la politique de Macron.

C'est pourquoi *Informations ouvrières* donne la parole à des militants ouvriers, à des Gilets jaunes et publie tous les éléments qui vont dans le sens de leur jonction. C'est aussi dans *Informations ouvrières* qu'a été publié l'appel d'organisations dénonçant la répression.

Comme le relatent également les tribunes, les comptes rendus parvenus à *Informations ouvrières*, les réunions des comités de résistance et de reconquête se trouvent être un lieu où des Gilets jaunes, des militants syndicaux, des militants politiques de différentes organisations (POI, LFI, PG, PCF..) échangent. Ils décident librement comment surmonter les obstacles dressés par les défenseurs de tous bords du régime, pour ouvrir la voie à la mobilisation des plus larges masses. Ensemble, ils préparent une convention nationale de délégués qui se tiendra le 30 mars à Paris.

Voilà, dans la situation présente, la politique que mettent en œuvre les militants du POI, qu'ils soumettent à la discussion dans les assemblées-débats organisées par les comités locaux du POI.